

SIGNET

Incipit

C'est parti. A partir de cette semaine, *Le Soir* se livre. On aura compris que derrière le jeu de mots facile, il est question d'inaugurer ici une rubrique hebdomadaire consacrée aux livres et, est-on tenté d'ajouter, à ses dérivés. Les «dérivés» sont ces objets qui se font en l'honneur du livre ou ces moments où il est promu. On fera en sorte, ici, qu'à notre vigilance bibliophile n'échappe pas le livre, bien entendu, mais aussi l'émission de télé ou le documentaire, la revue ou le colloque, s'y rapportant. Tout ce qui est étranger ne nous sera pas étranger.

L'objectif est de s'insinuer au creux du paradoxe qui veut que, dans le même temps qu'on s'intéresse moins aux livres, relégués après la télé et le DVD, jamais il n'est sorti et il ne s'est vendu autant. Pour autant, lit-on davantage que depuis que le monde est submergé d'images ? En tout état de cause, la prédiction, qui a maintenant trente ans d'âge, de Mac Luhan ne donnant pas un pixel de la peau du livre dans son affrontement avec l'image, a fait long feu. La sombre prévision a pris des rides sans faire son profit de pertinence. Le livre se porte bien, merci !

Une vieille et banale loi du journalisme veut qu'on s'intéresse, ici, surtout aux livres et (aux événements rattachés à lui) qui nous intéressent dans la mesure où ils font partie de notre vécu. C'est donc, par cercles concentriques, l'Algérie, le Maghreb, etc. Les auteurs dont nous parlerons des œuvres ne seront pas forcément algériens. Mais, autant que possible, nous privilégierons les auteurs du cru. Nous n'encenserons pas les auteurs du seul fait qu'ils écrivent, pas plus que nous les éreinterons. Nous essayerons de trouver la juste mesure, le ton qu'il faut, pour rendre à l'auteur le fruit de son effort et à la critique son dû.

Appel est lancé aux éditeurs pour nous signaler les nouvelles parutions et aux auteurs leurs activités ayant un rapport avec le livre.

Bachir Agour

HENRI ALLEG ET SES LIEUX
«Mon endroit préféré à Alger,

Le Soir d'Algérie : Comment êtes-vous arrivé en Algérie ?

Henri Alleg : Je suis arrivé en Algérie en 1939. J'avais dix-huit ans. On ne peut pas dire que j'étais politisé, le mot ne s'employait pas, mais j'avais des idées. J'ajoute que l'Algérie était quelque chose de lointain pour moi. Aujourd'hui, l'Algérie est partout y compris par le biais des enfants dans les écoles. A l'époque, dans ma classe, il n'y avait pas d'Algériens, pourtant c'était un quartier populaire. Il y avait bien quelques immigrés arrivés de Pologne et des juifs allemands pour l'essentiel car l'hitlérisme commençait à faire parler de lui mais ce n'était pas cette présence ouvrière algérienne que l'on trouve aujourd'hui.

Mon objectif, comme celui de beaucoup de jeunes alors, c'était de découvrir le monde. La seule façon d'y parvenir quand on n'était pas de famille très riche, c'était de travailler comme marin. J'avais donc cette idée comme tout le monde, mais surtout pas militaire car, par instinct, j'étais contre l'armée. Je me suis retrouvé à Marseille avec l'idée de me faire embaucher sur un bateau. C'était compliqué et comme j'étais à Marseille sans la bénédiction de mes parents — la majorité était à 21 ans — je ne me voyais pas rentrer à la maison. Quelqu'un m'a suggéré de partir en Algérie. «C'est très simple d'y trouver du travail, m'a-t-il dit, tu y restes trois-quatre mois puis tu reviens.»

Arrivé à Alger, je suis allé à l'auberge de jeunesse qui se trouvait place des Martyrs, alors place du Gouvernement. Les Algériens l'appelaient place du Cheval à cause de la statue équestre du Duc d'Orléans. J'habitais au numéro 7 à côté du Cercle du Progrès.

Parlez-nous de ce quartier, de ses restaurants, de ses gargotes, des personnages qui sont restés dans votre mémoire.

A l'époque, c'était un endroit privilégié pour quelqu'un qui avait les yeux ouverts et qui voulait découvrir l'Algérie. Ce n'était pas un quartier européen. Il y avait toute La Casbah. Les dockers y passaient. Il y avait un vieux quartier que les Européens appelaient le quartier de la Révolution car les rues portaient les noms de la révolution de 1848 : rue des Trois-Glorieuses, rue de l'Égalité, rue de la Fraternité... On y trouvait des restaurants européens très bon marché, Le Petit Lyonnais, Le Restau des trois Couleurs, etc. Peu à peu, ils se sont délabrés. Je me souviens d'une gargote dont le patron kabyle était rouquin, comme moi. Rue Bab-el-Oued et rue Bab-Azoun, il y avait beaucoup d'Algériens mais surtout des juifs. Sur la place du Gouvernement, il y avait aussi des commerçants, bijoutiers, marchands de jouets.



En allant vers Bab-el-Oued, on trouvait des Européens de la classe populaire. Les ouvriers étaient plutôt à Belcourt.

C'est donc dans ces quartiers que j'habitais et que je travaillais à l'époque. Dans les quartiers européens, je me sentais plutôt étranger. Je retrouvais mes copains au Guelatti, un café sous les arcades donnant sur la mer, où des types fumaient le narguilé et buvaient du thé. On était trois copains, Mustapha Kateb, le cousin de Yacine qui était postier et déjà passionné de théâtre, Mohamed dont le père tenait une épicerie dans La Casbah et

Tessa, un Kabyle. Ils étaient sous l'influence et peut-être même membres clandestins du PPA. Ce sont eux qui m'ont ouvert les yeux sur la réalité coloniale. Il faut dire que je n'étais pas aveugle. On m'avait raconté à l'école que l'Algérie, c'était la France, drôle de France où les gosses marchaient pieds nus, faisaient les ciréurs et portaient des valises au lieu d'aller à l'école. C'était impensable de voir cela en France. Voilà le lieu où j'ai fait connaissance de l'Algérie.

Où était alors le siège de la rédaction d'Alger Républicain ?

Mémoire algérienne

«Comment peut-on être né anglais et devenir communiste algérien ?», une interrogation à laquelle répond l'auteur de *La Question* en retraçant son parcours militant.

Né en Angleterre au sein d'une famille juive aux racines russo-polonaises, Henri Salem, qui deviendra Henri Alleg dans la clandestinité, arrive très jeune à Paris où son père exerce le métier de tailleur. La culture politique de ses parents est sommaire mais on vote à gauche. Adolescent, ses héros sont Robespierre et Saint-Just. Il rêve de voyages, d'aventure.

En 1939, à défaut d'embarquer pour l'Amérique du Sud, il prend le bateau pour Alger. D'emblée, il entre dans la société coloniale, la société du mépris à l'égard de ceux que l'on nomme «indigènes». Il y découvre une misère inouïe, en totale contradiction avec l'image véhiculée par les discours officiels. Cette Algérie-là, même les colons semblent ne pas la connaître. Pensant à Camus, l'auteur écrit : «Pour lui, comme pour une majorité de pieds-noirs, elle restait invisible».

Dans cette société de l'apartheid, il fait son éducation d'homme et de militant en exerçant des petits boulots. C'est dans une fabrique de matériaux pour le bâtiment qu'il prend sa première leçon de lutte des classes. Il est licencié pour préférer partager le sort des opprimés plutôt que d'accéder à une promotion.

Ainsi se dessine son engagement. Il fait sien les mots d'Eluard et, voulant faire de sa vie un chef-d'œuvre, décide en devenant communiste d'accompagner la lutte des exploités vers «un monde de vraie liberté». Dans Alger pétainiste, il mène de front la lutte contre l'hitlérisme et celle contre l'oppression coloniale.

Formé à l'école des cadres du Parti, il en devient à son tour instructeur avant de se consacrer au journalisme militant à la tête d'*Alger Républicain*.

Il n'a de cesse, dans ses mémoires, de clamer l'Algérie pour laquelle il a combattu, une Algérie «libérée du colonialisme et de ses maux : misère,

La première rédaction, c'était là où Camus avait commencé à travailler, rue Koechlin à Bab-el-Oued. Cette maison, qui était la propriété d'*Alger Républicain*, avait été achetée avec une souscription. Il y avait une cave et un sous-sol très vaste où avaient été installées les machines achetées à un vieux journal français de Lyon. C'était le système colonial et tout ce qui était trop vieux était revendu à la colonie.

A l'époque, je n'y travaillais pas mais je connaissais le journal car j'écrivais des articles sous différents noms et j'étais responsable de la Jeunesse communiste dont *La Jeune Algérie*, un mensuel de quatre pages grand format dont une en arabe, était tiré sur ces presses. En ce temps-là, même la presse colonialiste ne pouvait paraître davantage car le papier était contingenté. J'ai commencé à connaître *Alger Républicain* début 1943 car, quand je suis arrivé en Algérie, le journal avait été interdit par le régime de Vichy. Donc, j'habitais à Bab-el-Oued, un quartier presque exclusivement européen. Quelques Algériens travaillaient à *Alger Républicain* mais pas comme journaliste car lorsqu'on parlait alors de journaliste, il ne pouvait s'agir que d'un Français.

●●●

injustice, inégalité, exploitation, analphabétisme, racisme».

Reprenant tous les moments de l'histoire de l'Algérie coloniale depuis son arrivée en 1939, il en analyse les ressorts : montée du nationalisme, les émeutes qui mèneront aux massacres de Sétif, Kherrata et Guelma, politique du PCF à l'égard des nationalistes, l'histoire tumultueuse entre le FLN et le PCA, le vote des pouvoirs spéciaux, etc. Militant anticolonialiste de la première heure, il met en exergue les contradictions entre les déclarations à visée démocratique de la France officielle et la réalité de la conquête puis de la gouvernance coloniales.

Mais comme Henri Alleg est un juste et qu'il ne souffre ni d'amnésie ni de cécité, il n'omet de dénoncer ni les exécutions au maquis de militants du PCA, ni la pratique de la torture dans l'Algérie indépendante, ni encore le statut des femmes. Il se souvient des discussions avec Youssef, un jeune détenu nationaliste, dans la cour de la prison de Barberousse, qui mettait en garde contre l'amalgame du religieux et du politique, ce qui selon lui ne servait ni l'Islam, ni l'Algérie. Il exprimait en ces termes l'objectif de son engagement : «On ne se bat pas pour remplacer les Borgeaud français (...) par des Borgeaud arabes mais pour qu'il n'y ait plus de Borgeaud du tout.»

Ce qui inspire à l'auteur cette réflexion : «Ni Youssef ni ses compagnons ne se doutaient alors qu'il serait encore plus difficile de jeter les fondations de la nouvelle société juste et fraternelle dont ils rêvaient que de détruire l'ancienne.» Une mémoire sélective dans le bon sens du terme, une mémoire sans fioritures, sans langue de bois, une clé indispensable à la compréhension de notre Histoire, dont on retient notamment l'engagement au service d'une cause, celle de la dignité et du respect de l'autre.

Meriem Nour

Mémoire algérienne, Henri Alleg, Casbah, 408p.

DE MEMOIRE ALGERIENNE

c'était le café Guellati»

Le premier journaliste algérien a été Boualem Khalfa. Il était instituteur à l'origine et il a commencé dans la presse comme «baudotiste», il collait les dépêches sur une feuille de papier.

Le rédacteur en chef d'Alger *Républicain* c'était Michel Rouzé, un remarquable éditorialiste. Plus tard, j'ai été embauché comme rédacteur, journaliste, traducteur à l'Agence France Afrique à l'origine de l'Agence France Presse. Je commençais à 8 h du soir jusqu'à 2 h du matin. Pour la première fois, je n'étais pas mal payé. J'ai pris une chambre d'une pièce avec lavabo rue Pirette, au-dessus du gouvernement général. J'ai fait la connaissance de Gilberte et cela a été notre première pièce en commun. Ensuite, j'ai habité à la Redoute, El-Mouradia aujourd'hui, un quartier où cohabitaient des Européens et des Algériens. La cellule du Parti s'était mélangée avec celle du Clos-Salembier. Il y avait même un paysan, Aouidech, qui avait en charge le ramassage des escargots pour la fête du journal. Yveton, Henri Maillot étaient dans notre cellule.

Je suis resté dans ce quartier jusqu'au début de la lutte pour l'indépendance. La rédaction d'Alger *Républicain* a déménagé pour le boulevard Laferrière dans les locaux de *La Dépêche* interdit à cause de ses positions pro-vichystes. Au lendemain de la Libération, les journaux qui avaient collaboré avaient été saisis et leurs biens dévolus à une société nationale des entreprises de presse. Nos amis européens d'Algérie et les communistes et résistants en France se sont battus pour que la loi s'applique en Algérie. On a donc hérité des presses de *La Dépêche* qui étaient à la pointe de la technique. Boualem Khalfa a dit : «J'ai eu l'impression que nous avions un bourricot, maintenant on a un cheval de course.»

C'était un quartier réactionnaire et le centre névralgique d'Alger pour la colonisation. C'est comme si *L'Humanité* avait été installé à l'Opéra. On était heureux parce que cela montrait notre force mais on ne se sentait pas tout à fait chez nous à cause d'un entourage dangereux car très hostile. Nous avons eu des menaces, des agressions, des carreaux cassés. Il y avait souvent des saisies et toute sorte d'incidents avec les policiers.

Y avait-il des petits vendeurs dans les rues européennes ?

Il y avait une mafia qui s'était créée parmi les gosses, les plus âgés dirigeant les plus jeunes. Pour nous, c'était différent. Les petits vendeurs étaient devenus des copains, des jeunes qui savaient que ce journal était leur. Ce n'était pas un rapport de

riche à pauvre, c'était un rapport politique extraordinaire. Lorsque le journal était saisi, parfois on arrivait à cacher des journaux aux policiers. Les gosses les prenaient et les vendaient sous le manteau. Ils avaient compris le sens politique d'Alger *Républicain*. Dans la clandestinité, ma tête était connue. J'ai changé de tenue, je me suis laissé pousser une grosse moustache, je me suis teint les cheveux. Je descends dans la rue. Je m'approche d'un petit vendeur et le gosse me dit : «Ça va bien pour vous, Monsieur Alleg ?»

Toutes périodes confondues, y a-t-il un café qui reste votre endroit préféré ?

Mon endroit préféré c'était le café Guellati. J'ai aussi beaucoup fréquenté au marché Clauzel, le restaurant du Canard. Un canard vivant se promenait dans le restaurant. Le patron était le père d'Amar Ouzegane, Saïd. Avec les copains, on y mangeait du chien de mer. C'était du requin, je crois. J'entends le patron crier la commande : «Trois chiens !»

Quels étaient les moyens de locomotion dans la ville à cette époque ?

Un trolleybus m'emmenait de la Grande-Poste jusqu'à ce qu'on appelle le Golf, à la Redoute. C'est là que j'habitais. Le trolleybus, c'était le J. Il allait jusqu'au Clos-Salembier. Plus tard, au journal, on a eu deux, trois voitures. Je me souviens d'une Traktion et d'une vieille C4. A un certain moment, le journal a décidé de mettre une 2 Chevaux à ma disposition car je rentrais à 1h 30 min, 2 h du matin. Cela a duré quelques mois. Pendant la clandestinité, bien sûr, il n'y avait plus de voiture. Je circulais surtout au crépuscule car la nuit, il y avait le couvre-feu et des fouilles perpétuelles. J'habitais avenue de Malakoff, un quartier de HLM avec des centaines de logements. Tout nouveau locataire devait se signaler au concierge qui le déclarait au commissariat. J'étais là clandestinement et je devais faire extrêmement attention.

Votre carte de l'Algérie, ce sont aussi les prisons et les camps. Lesquels ?

Avant, je dois vous dire que lorsque j'étais instructeur du Parti communiste, je donnais des cours et j'aidais aux pratiques d'organisation dans différents endroits en Algérie où je restais trois semaines à un mois. Là, j'étais davantage en contact avec les atrocités coloniales qu'à Alger qui était une vitrine internationale. J'ai aussi connu des lieux de détention, de torture. A Alger, il y en avait beaucoup. Tout le monde parle de la villa Sesini (on confond souvent avec Susini, le type de l'OAS) et d'autres lieux officiels. Mais il y

avait surtout beaucoup d'endroits réquisitionnés par les paras où l'on torturait. Parmi les lieux réquisitionnés, il y en avait un où l'on faisait du bien. C'était dans les locaux d'Alger *Républicain*, rue Koechlin, qui avaient été réquisitionnés par Massu. Toutes les vieilles machines qui pouvaient encore servir avaient été détruites à coups de masse. On peut dire qu'elles sont mortes au champ d'honneur sous les coups des paras de Massu. Ils y ont installé un orphelinat pour les jeunes Algériens à l'initiative de Madame Massu.

Ce qui faisait dire aux Algériens : voilà une famille bien organisée, Massu, le père, fait les orphelins et la femme s'en occupe. On réquisitionnait les écoles, les maisons inachevées comme à El-Biar où Boumendjel, Maurice Audin et moi-même avons été torturés. Cette maison est aujourd'hui habitée. Je regrette qu'on n'y ait pas apposé une plaque pour tous ceux qui y ont été torturés.

En second lieu, j'ai connu le camp de Lodi. Il y en avait des dizaines à travers l'Algérie et c'était peut-être le camp le plus «humain» où l'on conduisait les commissions. Il n'y avait aucune sécurité pour ceux qui y étaient détenus. On les mettait là pour ne pas avoir à les inculper, auquel cas ils auraient eu droit à un avocat. Ils pouvaient donc être repris et torturés par les

paras à tout moment. J'y suis resté un mois et je me suis débrouillé pour que l'on sache que j'étais là et que l'on en parle en France. Ensuite, j'ai été écroué à Barberousse. On a protesté et ils ont décidé de nous transférer à El-Harrach où je suis resté trois semaines. C'était très différent de Barberousse — Serkadji pour les Algériens — où mes amis et moi étions dans l'air le des condamnés à mort. Des moments terribles. Je suis quand même resté là trois ans avant d'être transféré ailleurs. Je suis retourné deux fois dans cette prison depuis l'indépendance. La première fois avec la Radio télévision italienne. J'entre dans le quartier des condamnés à mort et, dans la demi-obscrité, je vois un gardien en uniforme allongé sur le sol. En pleine confusion, l'espace d'un instant, j'ai revu le corps d'un gardien qui avait été jeté du haut du second étage de la troisième division pendant ma détention. En fait, il s'agissait d'un mannequin qui avait été laissé sur le lieu de tournage d'un film par la télévision algérienne. J'y suis retourné une seconde fois pour le film de Jean-Pierre Lledo.

Quelques mots sur votre retour à Alger après l'indépendance ?

Quand je suis revenu à quelques jours de l'indépendance, c'était la fuite éperdue des

Européens. Les quartiers européens étaient déserts et des types commençaient déjà à casser les portes pour s'installer. Rien ne fonctionnait plus. Il y avait des hordes de chiens abandonnés sur des paquets d'ordures. J'habitais à Bab-el-Oued, avec ma femme Gilberte, un appartement qui nous avait été donné par un Européen. Ils avaient placé des crochets avec des poutres derrière la porte. Ceux qui partaient me donnaient leurs clés. Quand Kateb Yacine est arrivé d'Europe, il m'a demandé où loger. Il a pris le premier appartement que je lui ai fait visiter. Dans la cuisine au-dessus de la hotte, il y avait des dizaines de bouteilles d'anisette et un petit baril de vin. Le lendemain il me dit : «Tu sais, Henri, la perversion des pieds-noirs est sans limites.» Il avait invité des copains, ouvert les bouteilles. Elles étaient remplies d'eau.

Il fallait se planquer en traversant les rues pour éviter que l'on vous tire dessus. Je me souviens que lorsque Benzine est sorti de Lambèse, il marchait avec une canne. Je lui ai dit, on va aller à l'hôtel — c'était l'hôtel Albert 1er, avenue Pasteur — car je ne me sentais pas à l'aise dans l'appartement où nous devions dormir. Dans la nuit, des types en uniforme sont venus pour nous faire la peau.

Propos recueillis par
Bachir Agour

«LE HUITIÈME MORT DE TIBHIRINE» DE RINA SHERMAN

Un témoignage poignant

En 2003, Rina Sherman, cinéaste et anthropologue, a rencontré le journaliste-photographe Didier Contant, rédacteur en chef de l'agence Gamma, en plein cœur du pays des Ovahimba, en Namibie.

Depuis 7 ans, Rina travaille sur le patrimoine culturel de cette tribu, et le couple projette de retourner à Paris avant de regagner la Namibie et l'Angola, pour divers travaux de recherche.

En février 2004, D. Contant retourne en Algérie, poursuivre à nouveau son enquête sur la mort des moines trappistes.

Rentré à Paris et alors qu'il s'appropriait à publier «la suite de son enquête, il se défendait du 6^e étage d'un immeuble parisien. Un collègue journaliste, Alain Hamon écrit dans la presse : «D. Contant a été victime d'attaques très virulentes et très dures de la part de certains journalistes de Canal+. La rédaction du *Figaro-Magazine* a fini par céder au chantage de ces derniers. Pour l'instant, la thèse du suicide est plausible, cependant, Didier n'aurait pas pu se jeter du 6^e étage s'il n'y avait pas été conduit par de terribles pressions et de virulentes attaques détruisant sa crédibilité.»

Non convaincue des résultats de l'enquête de police qui conclut au suicide par défenestration, sa compagne, patiemment, déroule le fil d'ariane et remonte vers la genèse du drame. Elle reconstitue le puzzle pièce par pièce et met à nu l'imbricatio politico-médiatique qui a abouti à la mort de Didier Contant. Le récit, à la fois enquête et roman noir, déroule une chronologie des faits où la réflexion

cartésienne ne laisse aucune place aux supputations erronées, aux trahisons, aux faux-fuyants, aux mensonges et aux calomnies de la part de journalistes de Canal+, d'éditeurs et d'avocats d'organisations des droits de l'homme, constituant le fameux lobby du «qui tue qui?»

Dans un climat de dérives et d'hostilité, l'auteur écrit le scénario du roman noir dans lequel l'homme qu'elle aime occupe le rôle du mort. Face aux portes qui se cadennassent sur son passage, Rina Sherman ne veut rien taire des découvertes mises à jour tout au long de ses pérégrinations dans une quête surréaliste

vers la vérité. Il fallait remonter aux sources pour exorciser le mal. Ce livre l'a fait.

Dans un épilogue poignant, l'auteur clôt sa quête en rédigeant le dernier chapitre d'une vie et d'une histoire communes : «Je voulais te dire...» «que le temps ne s'écoule plus, que l'espace devienne infini, que la brise me donne des ailes, tel un oiseau, je planerai, rien que pour te retrouver». Antoine Sfeir, politologue et spécialiste du monde arabe écrit, dans la préface du livre : «Devant ce travail colossal, minutieux, on ne peut que s'incliner. A la lecture des pages qui suivent, les autorités ne peuvent rester indifférentes et, pour avoir la conscience tranquille, devraient instruire cette mort.»

Nora Sari

Le 8^e mort de Tibhirine
Rina Sherman - Lazhari Labter - Edition